

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-allemandes, la coopération universitaire, la construction européenne et sur les étudiants étrangers en France, à Strasbourg le 30 janvier 2014.

Je voudrais remercier l'université de Strasbourg d'avoir permis ce débat, ces témoignages, salué les jeunes allemands, les jeunes français qui sont engagés dans ce cursus et qui peuvent, ici, montrer l'exemple de ce que l'université, lorsqu'elle sait dialoguer avec d'autres, est capable de faire.

Je viens dans ce palais universitaire de Strasbourg, qui est un lieu chargé d'histoire. C'est ici qu'en 1949 s'est tenu le premier Conseil de l'Europe. Winston CHURCHILL avait fait un discours en français. Il ne savait pas que ce serait le franco-allemand qui serait célébré à ce point aujourd'hui. Mais il montrait là d'abord, un engagement européen et aussi une volonté de promouvoir toutes les langues en Europe, puisqu'il parlait en français.

Nous nous retrouvons, vous étudiants, nous responsables politiques, universitaires, élus locaux, représentés par deux maires, le maire de Strasbourg et le maire de Kehl, pour montrer une nouvelle fois l'intensité de la relation, de l'amitié entre la France et l'Allemagne. Il y a les deux présidents des conférences universitaires. Cela ne s'appelle pas de la même manière. En France, c'est la conférence des présidents et en Allemagne, c'est la conférence des recteurs. Mais c'est la même démarche. C'est bien d'avoir toutes les universités françaises et allemandes représentées à travers vous.

Nous avons aussi un programme qui existe depuis des années et qui permet des échanges. Vous avez rappelé les chiffres. Ils sont en fait modestes : 8 000 étudiants allemands en France, 6 000 étudiants français en Allemagne, alors que nous venons de célébrer le 50ème anniversaire du Traité d'amitié entre la France et l'Allemagne, que nous avons un Office français et allemand pour la jeunesse. Nous pouvons donc aller beaucoup plus loin dans les échanges universitaires. L'idée pourrait être de créer un campus européen ici à Strasbourg.

Le 19 février, les deux gouvernements, français et allemand vont se réunir à Paris. Nous pourrions évoquer parmi les nombreux sujets que nous aurons à traiter ensemble, celui de la création universitaire et d'un possible campus à Strasbourg. C'est l'une des capitales européennes mais aussi parce que Strasbourg est le lien que nous avons le plus symbolique de l'amitié entre la France et l'Allemagne.

L'Allemagne est notre premier partenaire économique. L'Allemagne est le pays que nous regardons parfois avec quelques clichés et caricatures, mais aussi avec respect pour ce qu'a été le redressement économique de ces dernières années. L'Allemagne est le pays avec lequel nous avons vocation à emmener l'Europe, non pas dans une relation exclusive mais pour, parfois, prendre des responsabilités qui tiennent à notre place dans l'histoire, à notre économie, à notre géographie et qui nous a amené, ces derniers mois, Madame MERKEL et moi-même, à engager l'Europe pour plus de solidarité, plus de stabilité, plus de discipline, plus de croissance pour sortir la zone euro de la crise qu'elle traversait depuis des années.

Nous sommes à un moment particulièrement décisif, pas simplement parce que l'Allemagne a un

nouveau gouvernement bien que cela soit un élément de la stabilité puisque nous avons à peu près les mêmes durées de vie jusqu'en 2017 et 2018. Mais aussi parce que sortant de la crise de la zone euro, avant les élections qui vont avoir lieu pour le renouvellement du Parlement européen, nous pouvons de nouveau, prendre l'initiative. Dans les domaines sur lesquels nous entendons prendre l'initiative sont la jeunesse, la formation, l'enseignement supérieur, l'université, la recherche.

Nous avons aussi engagé un programme, au niveau européen, pour lutter contre le chômage des jeunes, pour favoriser l'alternance, pour multiplier les qualifications et les formations. Là-aussi l'expérience allemande nous est particulièrement précieuse. Nous avons des relations bilatérales France-Allemagne que nous devons développer sur le thème de la formation, de la qualification de l'université. Nous devons également montrer que l'Europe est un espace d'échanges, de progrès, d'élévation d'esprit pour faire que, dans la jeunesse, demeure encore l'idéal européen. Pas loin de nous, en Ukraine, il y a des hommes et des femmes qui se mobilisent pour rester dans une perspective européenne. Je reviens de Turquie, un pays qui connaît un développement considérable et dont la jeunesse regarde aussi vers l'Europe.

Il y a aussi, regardons les choses en face, une génération en Europe, qui se demande si tout est fait pour qu'une place lui soit donnée, pour que la promesse d'un progrès lui soit de nouveau offerte. Une jeunesse qui se demande si les décisions que nous prenons correspondent bien à ses intérêts, ses rêves. C'est la responsabilité qui pèse sur nous et plus particulièrement sur la France et l'Allemagne. Nous devons donner la direction. Si la France et l'Allemagne ne se retrouvent pas ensemble pour renouveler l'idée européenne, le risque est une forme de dissolution progressive, de dislocation et de montée des égoïsmes nationaux. Je ne parle pas simplement des extrémismes, des populismes nous les connaissons qui utilisent les peurs, toutes les peurs. Je parle tout simplement de ce que peut être le sentiment dans chaque pays, que l'on pourrait sortir plus facilement de la crise plutôt seul qu'avec les autres. Nous avons, Madame MERKEL et moi-même, à travers cette réunion de nos deux gouvernements, à redonner cette perspective. Je voulais aussi, me tournant vers vous, vous dire que la France veut être un lieu d'accueil des étudiants venant du monde entier. De ce point de vue, nous avons cela a été rappelé fait des choix.

Je veux souligner que la France est l'un des pays qui accueille le plus d'étudiants étrangers. 300 000 étudiants viennent en France pour suivre un parcours.

Les Chinois sont la première communauté représentée. Ensuite, beaucoup d'entre eux viennent du Maghreb et de l'Afrique. Nous voulons encore diversifier l'accueil d'étudiants étrangers parce que, pour nous, c'est une chance d'avoir des jeunes qui viennent étudier ici, comprendre notre culture, sortir d'un certain nombre de caricatures et mettre leurs talents à la disposition de notre pays.

Les pays qui réussissent le mieux dans la compétition internationale sont précisément ceux qui se sont le plus ouverts aux échanges universitaires, non pas par une espèce de captation des cerveaux mais par un partage de la connaissance, de la recherche.

C'est pourquoi, je veux faciliter non seulement l'accueil d'étudiants étrangers en France mais aussi le temps qui est celui de la fin des études jusqu'à l'entrée dans le premier emploi.

C'est la raison pour laquelle nous avons abrogé une circulaire dès notre arrivée aux responsabilités pour permettre à des jeunes étudiants étrangers qui s'étaient formés en France de rester un peu plus longtemps pour connaître aussi une expérience d'entreprise. C'était souvent demandé par les entreprises elles-mêmes qui souhaitaient garder ces jeunes étudiants. Ce n'était pas au détriment de l'emploi en France parce que cela peut même permettre d'être meilleur dans la compétition et de créer de nouveaux emplois, notamment de haut niveau.

Nous faisons aussi en sorte et j'en remercie la ministre, ainsi que les ministres des Affaires étrangères et le ministre de l'Intérieur, de donner des titres de séjour qui ne soient pas simplement sur une année universitaire mais sur l'ensemble du cycle parce que, jusque-là, les étudiants étrangers qui venaient n'étaient pas sûrs de pouvoir poursuivre leur parcours dès lors que le titre ne leur était pas renouvelé. Tout cela est terminé. Ils ont même le droit au

redoublement, non pas que l'on veuille le favoriser mais nous ne considérons pas que le redoublement doit forcément induire l'expulsion.

Cela c'est pour les étudiants venant du monde entier et qui, chaque fois que je me déplace lors de mes visites dans les pays émergents notamment, me demandent : « Pourquoi nous ne pouvons pas aller plus facilement en France ? Mais si nous n'allons pas en France, nous savons où nous allons aller, aux Etats-Unis, au Canada et dans bien d'autres pays ». Il y a donc cette exigence d'attractivité.

Ensuite, il y a l'Europe. Il y a un grand programme qui s'appelle ERASMUS et qui permet des échanges. Une décision importante a été prise lors de l'adoption du budget européen, - je salue ici les parlementaires européens -, pour les six prochaines années. Elle permet d'augmenter les crédits d'ERASMUS et donc de faire en sorte que nous puissions avoir davantage d'étudiants pour les prochaines années que nous n'en avons connu les dernières.

Il y a 30 000 étudiants ERASMUS en France et il y a 35 000 français qui par ce programme ERASMUS sont en Europe. Nous voulons d'ailleurs étendre ce programme ERASMUS aussi aux apprentis parce qu'il n'était pas juste que ceux qui pouvaient accéder à ce niveau d'échange soient uniquement ceux qui étaient inscrits dans l'enseignement supérieur ou dans les grandes écoles. C'était aussi une demande allemande car en Allemagne, l'apprentissage est très développé. Les Français et les Allemands ont fait en sorte que nous puissions mettre dans le programme ERASMUS tous les jeunes qui ont une vocation à se former et donc à connaître l'expérience d'un autre pays.

Toujours pour attirer les jeunes étudiants, nous avons, enfin c'est le gouvernement, c'est Mme FIORASO, fait voter une loi sur l'enseignement supérieur. Ce n'est pas la première loi sur l'enseignement supérieur. Ce n'est sûrement pas la dernière. Il n'y a peut-être aucune raison que l'on en fasse une autre mais le monde évolue et l'université aussi.

Il y a eu un débat lors de la discussion de ce texte au Parlement français sur une question qui était celle de suivre des enseignements dans une langue étrangère. Mon Dieu, qu'avions-nous fait ? Nous avons fait ce qui existait déjà dans une partie des universités. Il y avait déjà des masters qui étaient en langue étrangère et bien sûr qui existaient dans l'ensemble des grandes écoles. Quelle était l'idée ? L'idée, ce n'était pas de laisser le français de côté, je suis un promoteur de la francophonie. Non pas parce que c'est la langue de la France mais parce que c'est la langue du monde, parce que c'est une langue que nous mettons en partage, parce que c'est une langue qui porte des valeurs, parce que c'est une langue qui permet la diversité et aussi la science, sciences humaines comme sciences dures. On peut aussi faire des théorèmes en français.

Il ne s'agissait pas de réduire la place du français. Il s'agissait de permettre à des jeunes qui n'ont pas forcément dès la naissance eu cette chance de parler français - parce que ce n'est pas inné le français & on ne naît pas en parlant français, on doit l'apprendre aussi - de venir dans l'université française, de suivre des cours ou dans leur langue d'origine ou dans la langue anglaise, cela peut arriver, de permettre à ces jeunes de pouvoir avoir des enseignements dans leur propre langue ou dans une langue familière et d'apprendre le français. Et ici vous avez fait la démonstration - je n'ai pas réussi à distinguer ceux qui étaient Français de ceux qui étaient Allemands tellement vous parlez bien le français - que l'échange, que les parcours, que les cursus permettent de faire la promotion de la langue française.

Je voulais terminer mon propos pour dire combien nous sommes attachés non seulement à l'enseignement supérieur mais à la recherche. Nous voulons lier toujours l'université et la recherche. La vocation de l'université, c'est la recherche. C'est bien sûr la formation, c'est bien sûr la délivrance des diplômes, c'est de permettre que des jeunes puissent être qualifiés pour répondre aux métiers et aux emplois que l'économie propose mais c'est d'avoir aussi cette dimension de recherche.

J'ai eu cette chance ce matin d'être accueilli par deux prix Nobel, le troisième était à San Francisco. Trois prix Nobel, ici à Strasbourg ! Nous devons avoir cette recherche d'excellence. La recherche fait aussi partie de ce qui fait la vie commune de l'Europe. Les programmes européens doivent être encore davantage tournés vers la recherche. Nous en parlions avec le Professeur LEHN. C'est très important qu'il y ait des programmes européens qui puissent financer la

LEHN. C'est très important qu'il y ait des programmes européens qui puissent financer la recherche avec des équipes qui viennent du monde entier et bien sûr de l'Europe.

Une grande université comme Strasbourg qui demain sera une grande université européenne, une université franco-allemande, nous pouvons lui donner aussi cette vocation et cette ambition. Je termine par le commencement de mon propos. Nous sommes dans un lieu chargé d'histoire, un lieu symbolique avec nos martyrs qui nous rappellent qu'il y a eu aussi des tragédies. Ici, je me suis incliné devant les plaques qui rappelaient Marc BLOCH et CAVAILLES pour nous dire combien, en quelques décennies, nous avons changé l'Europe. De cette tragédie, nous avons fait une union fondée sur la solidarité, la liberté, la démocratie et où l'Allemagne et la France se sont spontanément retrouvées, malgré les douleurs.

Cette année, nous allons commémorer deux grandes tragédies : la Première guerre mondiale, son déclenchement en 1914 et la Seconde guerre mondiale pour ce qui nous concerne, le débarquement.

Ces deux grands événements doivent être conçus comme un rapprochement. Non pas avec la volonté de dépasser les malheurs de l'histoire mais pour mieux nous obliger à nous tourner vers l'avenir et à penser que ces générations qui se sont sacrifiées doivent être servies. Ce sera le plus bel hommage que l'on pourra leur rendre, par la génération suivante qui doit maintenant continuer à porter la flamme et c'était la raison pour laquelle notre réunion d'aujourd'hui était à la fois chargée de symboles et chargée aussi d'une responsabilité qui incombe aux gouvernements d'aujourd'hui et à la jeunesse qui sera notre avenir. Merci.